Rapport annuel

2021-2022

Table des matières

Mot du conseil d'administration	3
Solidarité en action	4
Éducation à la citoyenneté mondiale	16
Baladodiffusion	21
Revue Caminando	22
Communications	24
Vie collective	25
Travail en réseau	26
États financiers	28
Équipe du CDHAL	30
Partenaires	31

Rédaction et révision : Carla Christina Ayala Alcayaga, Emmélia Blais-Dowdy, Annabelle Bricault, Roselyne Gagnon, Thérèse Guay, Rosalinda Hidalgo, Marie-Eve Marleau, Rosa Lima Peralta, Jessica Ramos

Conception graphique : Roselyne Gagnon

Comité pour les droits humains en Amérique latine, juin 2022
www.cdhal.org

Mot du conseil d'administration

L'année 2021-2022 a de nouveau été affectée par la pandémie de COVID-19 qui commence à se résorber mais qui a laissé des marques importantes sur les communautés. En effet, les politiques publiques de plusieurs États d'Amérique latine et les inégalités dans l'accès à la vaccination ont décimé tant matériellement qu'humainement plusieurs communautés. Et pendant ce temps, les sociétés et autres représentants du monde capitaliste se portaient toujours mieux, n'ayant pas été forcées d'interrompre leurs activités. Dans ce contexte, c'est la solidarité et l'entraide au sein des communautés qui leur ont permis de passer au travers. Le CDHAL a participé, bien que modestement, à des campagnes de collecte de fonds pour des mouvements alliés, mais c'est surtout à travers les autres volets de sa mission que le CDHAL a le plus contribué à appuyer les communautés dans leur lutte pour la défense de leurs droits dans ce contexte difficile.

L'équipe des actions urgentes, qui a connu une transition cette année avec une nouvelle personne responsable de ce volet, a pu poursuivre sa mission de veille et de dénonciation des violations des droits humains ainsi que son travail de sensibilisation et de plaidoyer. En effectuant un suivi étroit de l'actualité d'Amérique latine, l'équipe a ainsi pu répondre efficacement et rapidement aux nombreuses demandes provenant des communautés et mouvements sociaux à travers les Amériques, dont des organisations qui ont contribué à dénoncer la violence de l'État colombien contre la population civile, une communauté argentine qui subit une répression violente à la suite de ses actions pour lutter contre un projet minier ou encore le Mouvement des personnes affectées par les barrages (MAB) au Brésil, pour ne mentionner que ceux-là.

Par ailleurs, sur le plan de l'éducation populaire et de la sensibilisation du public, le CDHAL en collaboration avec le Centre des travailleurs et travailleuses immigrants (CTI) a poursuivi et finalisé le projet sur les causes structurelles des migrations et le pouvoir d'action des travailleuses et travailleurs migrant·e·s. Ce projet a, d'une part, permis de contribuer à mettre en place des moyens d'accompagnement pour aider les travailleuses et travailleurs migrant·e·s à faire respecter leurs droits et d'autre part, de développer divers outils dont une série de capsules vidéo pour donner de la visibilité à la situation des travailleurs·euses agricoles temporaires dans l'opinion publique. D'autres activités d'éducation populaire ont également été réalisées à travers la participation du CDHAL à des cours, des conférences et des ateliers, ainsi qu'à une publication sur l'industrie minière canadienne en cours d'élaboration.

Sur l'axe transversal des communications, outre une série de balados ayant pour thème "Femmes défenseures des territoires en temps de pandémie : luttes et initiatives de transition", le site web du CDHAL, la page Facebook et les bulletins d'information ont permis de rejoindre non seulement les membres mais également un plus large public intéressé par les questions de droits humains. Un autre outil de communication privilégié et qui acquiert de plus en plus de notoriété grâce entre autres à sa diffusion par la SODEP et à la publication d'un article dans le Devoir en mai 2021 est la revue Caminando maintenant publiée à raison de deux numéros par année.

Enfin, l'année 2021-2022 a été marquée par des questionnements importants sur la priorisation des divers volets d'action du CDHAL, le processus décisionnel, et les conditions de travail, questionnements qui ont mené à une démarche d'accompagnement externe pour réfléchir à la dynamique organisationnelle. Cette démarche qui inclut tant l'équipe de travail, la coordination que le CA devrait se conclure prochainement par une journée de travail collectif suivi d'un rapport visant à proposer des solutions et un plan d'action pour les déployer. Le CA salue le temps et les réflexions partagées par les membres de l'équipe dans le cadre de ce processus. Nous sommes confiant·e·s qu'ensemble, nous parviendrons à renforcer nos pratiques et nos actions, et à poursuivre notre travail collectif de définition de nos axes de travail pour éclairer le prochain exercice de planification stratégique qui devrait être entamé en 2022.

Nous ne saurions clore ce message du CA sans souligner l'apport inestimable de toute l'équipe de travail et des bénévoles à la réalisation de la mission du CDHAL dont l'importance ne cesse d'être démontrée par la situation toujours aussi précaire et menacée des droits humains. Merci également aux membres et partenaires du CDHAL pour leur engagement continu qui contribue aux réflexions, aux actions et à la vie collective du CDHAL !

Le conseil d'administration

Solidarité en action

Voilà une autre année marquée par la pandémie de COVID-19. Les enjeux sociaux, environnementaux et économiques se sont approfondis et les mesures sanitaires et gouvernementales pour y faire face ont eu des impacts importants sur les droits des communautés. Dans plusieurs pays en Amérique latine, le slogan « rester chez soi », importé du Nord, qui allait soi-disant sauver des vies, a plutôt eu un effet inverse. Dans un contexte où gagner sa vie implique de sortir de chez soi, le respect de ces mesures signifie mourir de faim pour de nombreuses personnes. D'ailleurs, les décès dus à la faim, bien qu'ils soient difficiles à comptabiliser, auraient désormais dépassé ceux causés par la COVID-19.

Comme toujours, le capitalisme et son corollaire, l'extractivisme, ont contourné la crise et en ont profité pour poursuivre l'exploitation illimitée de la nature et engendrer des profits astronomiques. Pendant que la pandémie impliquait la perte de proches et entraînait une avalanche de pertes d'emplois et de revenus, résultant en une augmentation de la pauvreté extrême et de la faim, la richesse d'une élite continuait à augmenter.

Les mouvements sociaux et les organisations de la société civile sur tout le continent de l'Abya Yala (les Amériques) ont été particulièrement actifs face à la pandémie de la COVID-19. S'adaptant rapidement et créant de nouvelles formes de résistance, ils ont déployé une grande diversité d'actions et d'activités, virtuelles, mais aussi au sein même des communautés et des quartiers. Avec les femmes à l'avant-plan, les communautés les plus touchées ont organisé des réseaux de solidarité et d'entraide pour répondre aux besoins de leurs concitoyen·ne·s : livraison de produits alimentaires, popotes populaires, brigades d'agent·e·s de santé communautaires, entre autres.

Des voix sont descendues dans les rues de plusieurs pays – dont le Guatemala, la Colombie, le Chili et le Brésil – pour exprimer leur mécontentement et leur désir de changement. Présent depuis des décennies, ce mécontentement s'est exprimé haut et fort, réunissant divers secteurs de la société, entre autres les jeunes, les femmes et les peuples autochtones, ravivant les voix historiquement marginalisées et résultant en des mobilisations citoyennes sans précédent.

De nombreux mégaprojets extractifs ont poursuivi leur cours, ayant été déclarés comme activités essentielles tôt après le début de la pandémie. Cette dernière s'est ajoutée à la pression déjà subie par les communautés, dont les peuples autochtones, pour défendre leurs territoires contre l'extractivisme vorace qui cherche à les transformer en région de développement pour des intérêts privés.

Pour les pays du Nord, les programmes de migration temporaires ont été une solution face à la pénurie de main-d'œuvre dans les secteurs qui généralement n'offrent pas de bonnes conditions de travail. Le recours à ces programmes est une tendance mondiale et le Canada est perçu comme un exemple à suivre, puisqu'il sert d'inspiration à la création de programmes similaires à travers le monde. Néanmoins, ce modèle repose sur la précarisation et la violation des droits des travailleurs et travailleuses étrangers temporaires.

Le CDHAL cherche à amplifier les voix qui s'élèvent et se rebellent contre toute forme d'oppression, de violence et d'extractivisme, en réitérant une fois de plus son indignation et sa solidarité.

La lutte est dure et longue, mais c'est pour la vie, et la vie on ne peut jamais l'abandonner.

ACTIONS URGENTES :

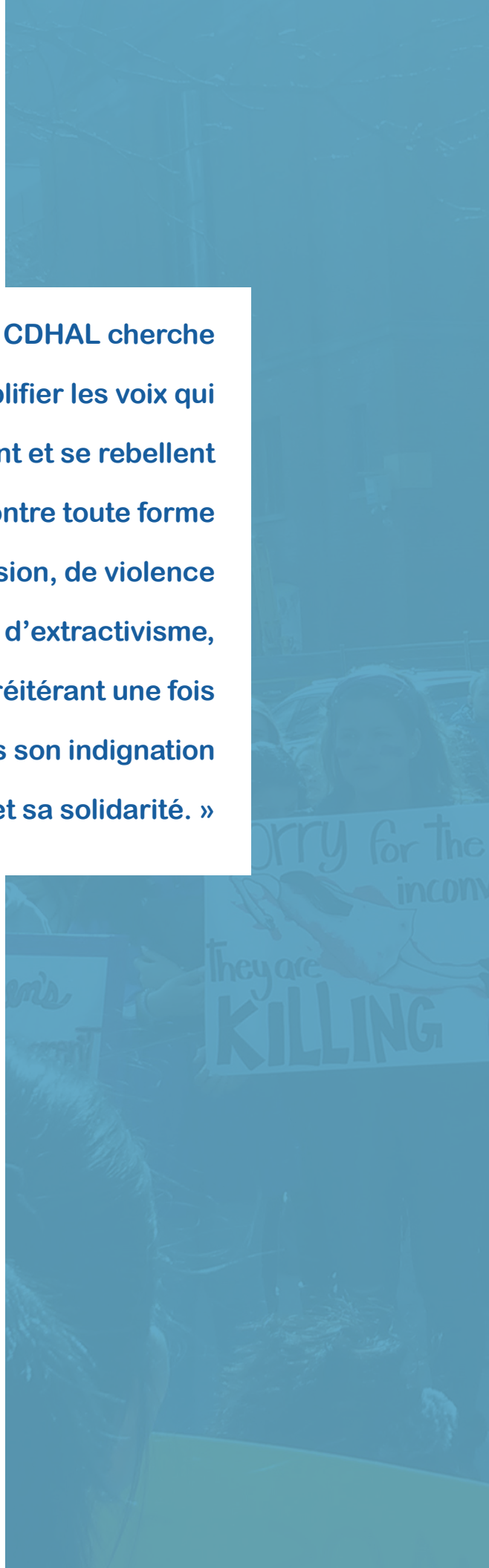
Un travail de veille et de dénonciation des violations des droits humains, un travail de sensibilisation et de plaidoyer

Le dossier des actions urgentes, un pilier du travail du CDHAL, contribue directement à appuyer, faire écho et prendre part aux processus de luttes en Amérique latine. En plus de la responsable aux actions urgentes, nous recevons tout au long de l'année, des stagiaires et militant·e·s qui se joignent à l'équipe des actions urgentes.

Le CDHAL a effectué un suivi de l'actualité d'Amérique latine et l'a diffusé à travers le bulletin Solidared et ses différents outils de communications. Il a reçu des demandes d'appui de communautés et de mouvements sociaux, a participé à de nombreuses campagnes de dénonciation, et a rédigé et traduit des communiqués, déclarations et pétitions ayant l'objectif de faire pression pour des cas particuliers et de contribuer à l'éducation à la citoyenneté mondiale. Tout au long de l'année, le CDHAL a réalisé diverses productions de baladodiffusion en espagnol et en français, notamment pour l'Association latino-américaine d'éducation radiophonique (ALER), ce qui a permis de diffuser encore plus largement les principaux enjeux, les actions en solidarité avec les peuples et les mouvements que nous appuyons, ainsi que les intérêts canadiens et la responsabilité des entreprises canadiennes dans plusieurs conflits socioenvironnementaux en Amérique latine.

Nous avons également misé sur la formation et l'approfondissement des connaissances de l'équipe des actions urgentes de manière à pouvoir répondre plus efficacement et rapidement aux nombreuses demandes provenant des communautés et mouvements sociaux à travers les Amériques.

« Le CDHAL cherche à amplifier les voix qui s'élèvent et se rebellent contre toute forme d'oppression, de violence et d'extractivisme, en réitérant une fois de plus son indignation et sa solidarité. »



COLOMBIE

Au printemps 2021, en pleine pandémie, le peuple colombien s'est levé pour manifester contre le gouvernement de droite d'Ivan Duque et pour réclamer la justice, la paix et des investissements sociaux pour que cessent les crimes d'État et la fin des violences. Organisée en une myriade de groupes communautaires répartis dans plusieurs régions urbaines et rurales du pays, la mobilisation qui dure depuis plus d'un an a réuni des centaines de milliers de Colombien·ne·s de tous les horizons.

Les élections du printemps 2022 en Colombie laissent entrevoir de l'espoir : la Coalition du Pacte historique cherche à mettre fin au pouvoir de l'Uribisme et de l'ancien président Santos. En mars dernier, le Pacte historique a remporté plusieurs sièges de sénateurs et de députés en faveur de leaders et leadeuses des mouvements populaires; et pour la présidence et la vice-présidence, il ne fait aucun doute que les favoris sont Petro et Francia Marquez. Le second tour pour la présidence aura lieu ce mois-ci (juin).

Bien que le changement de pouvoir politique en Colombie soit porteur d'espoir, la violence s'est accentuée au fur et à mesure que les élections progressent. En témoignent les chiffres donnés par l'organisation INDEPAZ, sous le gouvernement d'Ivan Duque : 930 dirigeant·e·s assassiné·e·s, 245 signataires des accords de paix assassiné·e·s, 261 massacres dont les victimes sont au nombre de 1144. Les départements les plus touchés sont les suivants: Cauca, 330 événements; Antioquia, 187 événements; Nariño 142 événements; Valle del Cauca 112; Putumayo 96 événements.

Dans ce contexte, la violence, les mégaprojets et les déplacements progressent, parallèlement à une crise alimentaire.

Cette année, avec des organisations, comme Alternatives, le Projet accompagnement solidarité Colombie, et des collectifs et membres de la communauté d'origine colombienne au Québec, notamment la Campagne Lavons les mains sales de la Caisse, le CDHAL a participé à des espaces de concertation afin de réaliser des activités de sensibilisation et de mobilisation :

» Rencontre avec des parlementaires sur la situation en Colombie : co-organisation et animation (22 juin 2021)

» Conférence « La lutte du peuple colombien et la solidarité à développer » : co-organisation et présentation (14 octobre 2021)

» Rassemblement « Colombia rompiendo la historia. ¡ A un año del paro nacional ! » : co-organisation et prise de parole (30 avril 2022)

Mission d'accompagnement électoral en Colombie, organisée par Commons Frontiers et le CDHAL (22 mai au 1er juin 2022)

Le CDHAL a participé aux réunions préparatoires de la mission d'accompagnement en Colombie et a facilité des rencontres avec des organisations sociales à Bogota, Cali et Buenaventura. Lors de ces sessions, nous avons analysé, entre autres, comment la violence allait augmenter à l'approche des élections. Au cours de cette visite, la délégation a rencontré des représentants des conseils électoraux, d'autres observateurs électoraux, des partis politiques, des organisations de défense des droits humains, des représentant·e·s des syndicats et des mouvements sociaux, ainsi que des dirigeant·e·s des mouvements sociaux impliqués dans la récente grève nationale. À Buenaventura, la délégation a été soutenue par les membres du Comité afro-colombien de la grève civique de Buenaventura.

Appui aux mouvements sociaux

Movimiento Ríos Vivos

Le CDHAL a été invité à faire partie du conseil consultatif de solidarité internationale mis sur pied en juillet 2021. Dans ce cadre, nous avons contribué à l'élaboration d'un rapport alternatif pour empêcher la réactivation du projet hydroélectrique Hidroituango dans le bassin du Cauca, annulé en 2018, et qui affecterait les populations rurales des départements d'Antioquia. Le résultat de ce rapport a été un programme radio avec ALER, mentionné ci-dessous, qui a également été élaboré en français.

En avril de cette année, de fortes pluies ont causé des inondations et des dommages aux populations appartenant au mouvement Rios Vivos, à la suite desquels le mouvement a lancé une campagne de collecte de fonds qui a été soutenue par le CDHAL.

Coordinador Nacional Agrario

En février de cette année, un communiqué sur l'assassinat de deux dirigeants colombiens de la Coordination nationale agraire a été publié. À partir de ce moment, des communications ont été établies pour soutenir et diffuser le travail de ce mouvement national.

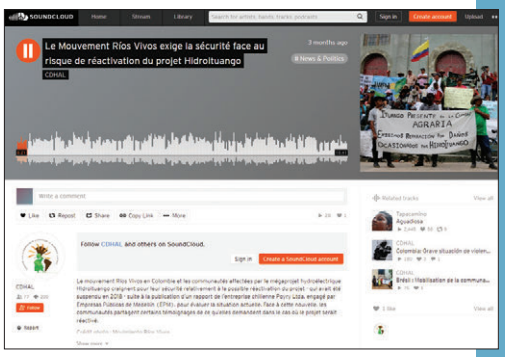
Comité cívico paro de Buenaventura

Depuis leur venue au Canada en 2018, le CDHAL a poursuivi une communication étroite et a réalisé une entrevue de fond avec le leadeuse Miyela Riascos, qui a donnée comme résultat un article de la revue Caminando et un épisode de baladodiffusion.

Comité permanent pour la défense des droits humains - Valle del Cauca (CPDH)

Dans le contexte de la COVID-19 et de la conjoncture qui se produit en Colombie, on a créé au printemps 2021 une campagne de financement « NE NOUS LAISSEZ PAS SEUL·E·S ! : appuyez le CPDH à accompagner les manifestant·e·s de la grève nationale en Colombie ». Nous avons amassé 1785$. Nous remercions tous les donateurs·trices, notamment le Fonds humanitaire du syndicat des Métallos et le Conseil central du Montréal métropolitain de la CSN.

Aussi, on a créé des nouvelles liaisons avec des organisations comme l'Asociación de trabajador@s independientes (ATI) et le Colectivo Orlando Fals Borda.



Production de balados sur la Colombie

- » Colombie : exiger que le gouvernement du Canada se prononce sur les violations des droits humains / Colombia : exigen al gobierno de Canadá pronunciarse sobre violaciones de derechos humanos (mai 2021)
- » Les communautés touchées par Hidroituango progressent dans leur lutte historique / Colombia : Comunidades afectadas por Hidroituango logran avances en su lucha historica (juin 2021)
- » Colombie: La violence étatique ne laisse aucun répit depuis le début de la grève nationale / La violencia estatal no da tregua desde el inicio del Gran Paro Nacional (août 2021)
- » Le mouvement Rios Vivos exige la sécurité face au risque de réactivation du projet / El movimiento Rios Vivos pide seguridad ante el riesgo de la reactivación del proyecto Hidroituango (23 février 2022)
- » Colombia : La gente no va por delante de los intereses, entre elecciones, violencia y derechos humanos (17 mai 2022)

BRÉSIL

Le Brésil traverse l'une des périodes les plus difficiles depuis l'arrivée du président Bolsonaro, qui représente l'ignorance, l'abus de pouvoir, la misogynie et, avec lui, un renversement des droits obtenus au cours des dernières décennies. De plus, pendant la pandémie de COVID-19, l'accès aux vaccins a été l'une des luttes les plus importantes pour le peuple brésilien. Actuellement, les prochaines élections présidentielles pourraient apporter la victoire à l'ex-président Lula, qui bénéficie d'un grand soutien des mouvements et du peuple brésilien.

Le Brésil abrite des milliers d'hectares d'Amazonie, le poumon du monde et une importante réserve d'eau mondiale. Cependant, la situation environnementale des écosystèmes amazoniens est encore plus menacée : les incendies, l'ouverture de la frontière agricole à l'agrobusiness, l'installation de compagnies minières et de barrages fragilisent l'Amazonie. Le Brésil est également l'une des destinations privilégiées des investissements miniers canadiens.

L'effondrement des digues de résidus est l'un des problèmes les plus graves auxquels les populations rurales ont dû faire face, laissant les populations sans eau. En avril de cette année, la population d'Aurizona a été privée d'eau pendant quatre jours, ce qui a entraîné une crise sociale. La situation des communautés est grave car ces dernières n'ont pas accès à l'eau potable, en raison de la contamination de la principale source qui alimentait les familles. En outre, dans ce contexte, les défenseur·e·s ont dû lutter contre la criminalisation et le harcèlement.

En mai, le MAB et le gouverneur de l'État de Maranhão ont appelé les organisations internationales à soutenir un projet de loi visant à obliger les compagnies minières à payer pour les dommages qu'elles ont causés. La loi a été adoptée plus tard au courant du même mois.

Encore une fois, ce sont les mouvements sociaux qui s'organisent et qui sont en première ligne dans la lutte contre les politiques destructives de Bolsonaro. Face au retour du Brésil à la carte de la faim de l'ONU, additionné à la crise sanitaire de la COVID-19, les mouvements sociaux ont dû agir pour compenser l'absence étatique. Le CDHAL a donné son appui par les actions suivantes :

» En collaboration avec le Mouvement des personnes affectées par des barrages du Brésil (MAB), le CDHAL a élaboré une lettre à l'entreprise canadienne Brookfield, propriétaire de deux barrages hydroélectriques à Minas Gerais qui sont liés à des déplacements des personnes et des inondations dans les villes de Raul Soares et Abre Campo (23 juillet 2021)

» Communiqué de presse visant diffuser la lettre envoyée par le Groupe d'orientation politique pour les Amériques (GOPA), exhortant le gouvernement canadien à prioriser les droits humains plutôt que les intérêts économiques et à ne pas contribuer à l'instabilité sociale, environnementale et de santé publique au Brésil (17 août 2021)

Le CDHAL s'est joint à une nouvelle coalition formée pour soutenir les actions des peuples et communautés traditionnelles en Amazonie brésilienne qui s'opposent à l'implantation du projet minier Volta Grande, appartenant à la société minière canadienne Belo Sun. L'Alliance Volta Grande a de rencontres mensuelles et est formée par Movimento Xingu Vivo, Rede Xingu+, Instituto Socioambiental, AIDA, Amazon Watch, International Rivers, Miningwatch Canada, Earthworks et CDHAL.

» Diffusion des nouvelles et matériels de dénonciation des violations des droits humains commises par Belo Sun (depuis juillet 2021)

» Participation à la rédaction d'une lettre adressée à la compagnie minière canadienne Belo Sun publiée sur le site Centre de ressources sur les entreprises et les droits humains (10 septembre 2021)

Production de balados sur le Brésil

» Massacre au Brésil / Masacre en Brasil (mai 2021)

» Solidaridad internacional con comunidad afectada por minera canadiense en la Amazonía brasileña (mai 2021)

» Inundaciones en Brasil: Negligencia estatal y de las empresas genera tragedia social y ambiental (24 janvier 2022)

» Journée mondiale de lutte contre les barrages / Día mundial de lucha contra las represas (31 mars 2021)

» Lettre signée envoyée à Royal Bank du Canada demandant que la banque retire ses investissements du projet Volta Grande et ainsi ne pas être complice des dommages sociaux et environnementaux engendrés par le projet (23 décembre 2021).

De plus, grâce à l'appui du Fonds de Justice Sociale du syndicat de l'Alliance de la Fonction publique du Canada (AFPC), le CDHAL a pu soutenir les actions des mouvements sociaux au Brésil, dont le Mouvement des travailleurs·euses ruraux sans terre (MST), l'Articulation des peuples autochtones du Brésil (APIB) et le Forum Grita Baixada. Plusieurs rencontres ont eu lieu avec des dirigeant·e·s de ces mouvements. Les fonds ont été versés au service des populations touchées par la COVID-19.

Appui aux mouvements sociaux :

Mouvement des personnes affectées par les barrages au Brésil (MAB)

L'un des alliés stratégiques dans ce pays est le Mouvement des personnes affectées par les barrages, avec lequel nous suivons, entre autres, le cas de la communauté affectée d'Aurizona par Equinox Gold, la compagnie minière canadienne responsable de l'effondrement du barrage secondaire de résidus dans l'État du Maranhão, le 25 mars 2021. En plus d'avoir affecté l'approvisionnement en eau potable de la communauté, l'effondrement du barrage a mis en lumière une série de violations des droits humains commises par l'entreprise depuis son arrivée dans la région il y a plus de 10 ans. En collaboration avec MiningWatch Canada, Earthworks et le Coletivo Brasil-Montréal, l'équipe des actions urgentes a mis en œuvre plusieurs actions pour dénoncer l'agissement de l'entreprise et appuyer les revendications de la population d'Aurizona.

Le CDHAL a soutenu les manifestations organisées par le MAB-Maranhão, en faisant connaître la situation et en envoyant des lettres à Equinox Gold. En même temps, nous avons un groupe de travail et de plaidoyer sur Aurizona entre les mouvements du MAB-Aurizona, de MiningWatch Canada et de Earthworks, avec qui nous travaillons ensemble pour soutenir les initiatives venant d'Aurizona, ainsi que des informations sur la société minière.

Nous avons soutenu la journée de lutte contre les barrages qui a eu lieu en mars de cette année. Nous avons soutenu l'initiative de loi visant à punir les sociétés minières. Nous avons assisté à une démonstration virtuelle lors de la conférence mondiale sur l'exploitation minière, dans la salle d'Equinox Gold. Et nous avons contribué à une pétition qui a recueilli plus de 2700 signatures contre Equinox Gold. Nous avons contribué à l'élaboration des communiqués suivants :

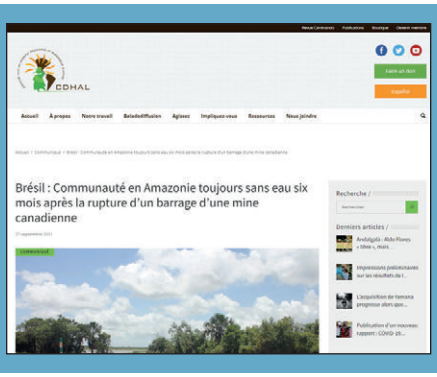
» Communiqué de presse sur la manifestation organisée par le Coletivo Brasil-Montréal devant le bureau de Radio-Canada lors de la commémoration des deux mois de l'effondrement du barrage au Maranhão (25 mai 2021)

» Communiqué en solidarité à plus de quatre mille personnes toujours privées d'accès régulier et adéquat à l'eau potable depuis la rupture du barrage en mars (25 juin 2021)

» Communiqué diffusé par le CDHAL pour marquer les six mois de lutte pour le droit à l'accès à l'eau depuis l'effondrement du barrage, tandis que l'entreprise canadienne concentre ses efforts sur la criminalisation des personnes qui luttent pour leurs droits (27 septembre 2021)

Mouvement latino-américain des personnes affectées par les barrages (MAR)

Depuis 2019, nous avons rejoint le MAR, pour promouvoir la réflexion sur le modèle énergétique et nous participons actuellement à l'appel pour l'organisation de la 4e rencontre internationale des personnes affectées par les barrages. Nous avons tenu des réunions avec des membres du Mouvement pour explorer le développement d'un projet commun de cartographie et d'ateliers sur la justice énergétique.



CHILI

Le CDHAL a poursuivi le travail de suivi de la situation au Chili depuis le soulèvement social d'octobre 2019. Le CDHAL a continué de collaborer avec des organisations et des collectifs chiliens de Montréal afin de rendre visible la situation d'impunité face aux graves violations de droits humains ainsi que la criminalisation de la protestation sociale.

Campagne internationale pour la libération des prisonniers·ères politiques au Chili.

La campagne a été lancée le 11 septembre, lors d'un événement réalisé en commémoration à la journée du coup d'État au Chili.

En collaboration avec divers collectifs chiliens basés à Montréal, Chile Despertó Internacional - Québec, Comité chileno por los derechos humanos de Montreal, Por el derecho de vivir en paz, Place de la Dignité, NO + Impunidad en Chile, le CDHAL a organisé plusieurs actions pour diffuser une pétition qui demandait la liberté pour toutes les prisonnières et les prisonniers politiques au Chili ainsi que l'approbation de la loi de grâce pour des raisons humanitaires qui favoriserait les personnes qui sont accusées et condamnées pour des faits survenus lors de protestations, de manifestations ou de mobilisations sociales

Le CDHAL a également participé à l'élaboration de la pétition et à la collecte de signatures d'organisations. Pour souligner la fin de la campagne, la pétition a été déposée au Consulat chilien à Montréal le 18 octobre 2021, le jour qu'a débuté le soulèvement social au Chili. La pétition a été signée par plus de 80 groupes et organisations de la société civile, de même que par plus de 700 personnes.

» Adhésion à la déclaration publique contre la militarisation et l'état de siège en territoire Mapuche (5 novembre 2021)

Campagne de solidarité avec la famille de Rubén Collío et Macarena Valdés. Une tragédie au cœur du conflit socioécologique de Tranguil

Rubén Collío, werkén, actif défenseur des droits humains et du territoire de la communauté autochtone mapuche Newen de Tranguil de la commune de Panguipulli au sud du Chili, est mort le 16 février 2022, suite à un accident de voiture. Père de quatre enfants, il provenait d'une famille engagée : son père Marcelino Collío Calcomín, décédé par la COVID en 2021, a été un leader mapuche, membre de l'association Mapuche We Kuyen, qui a activement lutté contre la dictature de Pinochet (1973-1990). Sa compagne, Macarena Valdés, a été assassinée en 2016 dans des circonstances qui demeurent impunies, après avoir reçu des menaces pour défendre le territoire de Tranguil face au projet de barrage hydroélectrique de la transnational RP Global. Une campagne de solidarité de levée de fonds a permis d'amasser 605$ pour aider les quatre enfants de Rubén et Macarena, qui devront cheminer désormais sans leurs parents. Nous remercions tous les donateurs·trices.

Production de balados sur le Chili

» Petición para la libertad de todas las prisioneras y prisioneros políticos en Chile (16 septembre 2021)

GUATEMALA

Le gouvernement d'Alejandro Giammattei, depuis 2020, se caractérise par le recours à la force publique pour garantir le supposé ordre public. Un exemple en est les déclarations d'état de siège faites dans le département d'Estor, en décembre 2021, lorsque les Mayas ont défendu leurs terres contre la société minière russo-suisse. D'autres exemples sont la répression infligée aux dirigeants autochtones comme Bernardo Cal, qui a passé près de quatre ans en prison pour avoir défendu sa rivière. Un autre cas similaire est celui de Maria Choc, qui a dû vivre 2 ans d'audiences annulées sans raison. Privée de liberté et emprisonnée dans sa propre maison, la défenseure du territoire María Choc, est depuis 2018 un cas de torture par la justice guatémaltèque.

Appui aux mouvements sociaux :

Le CDHAL a poursuivi son appui à la communauté guatémaltèque basée au Canada, notamment les collectifs comme Todxs por Guatemala et la Plataforma de guatemaltecxs exiladxs en Canadá, en collaboration avec d'autres organisations du Québec et du Canada. Voici les actions urgentes et communiqués que nous avons appuyé concernant la quête pour la justice des crimes commis par l'État du Guatemala pendant la période du conflit armé interne mais aussi dans l'actualité.

» Communiqué « Nous rejetons fermement le féminicide et la misogynie au Guatemala » de la Prensa Comunitaria, agence de presse guatémaltèque et dont le but est d'informer sur les mobilisations communautaires et qui vise notamment à attirer l'attention sur les violences faites aux femmes (12 mai 2021)

» Lettre du CDHAL adressée à Marc Garneau, Ministre des Affaires étrangères du Canada, contre l'impunité des criminels du conflit armé interne au Guatemala vivant au Canada, notamment Jorge Vinicio Sosa Orantes, accusé d'avoir participé au massacre de Dos Erres (5 juillet 2021)

» Appui au cas des femmes Mayas Achi par la signature d'un communiqué demandant que la Cour pénale modifie la décision de la juge Dominguez quant à la libération des 3 accusés de violences sexuelles (2 septembre 2021)

» Communiqué en appui aux victimes et survivant·e·s du Conflit Armé Interne, condamnant le démantèlement du Bureau du procureur des droits humains et demandant la restitution de Hilda Pineda, qui depuis plus de dix ans travaille avec les victimes et les proches du conflit (1er décembre 2021)

Association des familles des personnes détenues et disparues du Guatemala (FAMDEGUA)

» Lettre adressée à l'ambassade du Canada pour demander une rencontre avec Manolo Farfan de FAMDEGUA et la procureure Hilda Pineda, afin d'aborder les problèmes de sécurité vécus et demander le soutien du Canada (8 juin 2021)

» Le CDHAL a soutenu la collecte de fonds auprès des syndicats au Canada en appui à FAMDEGUA, qui accompagne les survivant·e·s de massacres ainsi que les proches de personnes détenues-disparues dans leur quête de vérité et de justice pour les crimes contre l'humanité commis pendant le conflit armé interne (entre juin et septembre 2021)

» Participation du CDHAL à la Journée internationale des victimes de disparitions forcées du cas du Diario Militar (28 août 2021)

Nous avons contribué à réaliser une collecte de fonds initiée par Plateforme canadienne des exilés guatémaltèques en raison du terrorisme d'État pour développer une campagne de communication dans les communautés autochtones du Guatemala pour les informer sur le développement du procès contre les responsables des crimes enregistrés dans le Diario Militar ou le Dossier de la Mort (DM). La campagne « Dossier de la mort au Guatemala: aidez les communautés autochtones à connaître la vérité » a récolté 5556$ à travers des dons particuliers et nous remercions notamment le Comité de support à l'Amérique centrale, le Fonds humanitaire des Métallos, et le Fonds de justice sociale de l'Alliance de la Fonction publique du Canada pour leurs appuis financiers.

Production de balados sur le Guatemala

Le CDHAL a produit une série de baladodiffusions pour visibiliser le cas du Diario Militar.

Les balados ont été produits à partir des entrevues menées par le collectif Todxs por Guatemala.

» El Diario Militar : l'espoir de justice renouvelée au Guatemala. En Français, Espagnol et Anglais (5 juillet 2021)

» *Dónde están?* La lucha de víctimas y familias en el caso del Diario militar (15 juillet 2021)

MEXIQUE

Presque à mi-chemin du mandat de la gauche néolibérale dirigée par AMLO, pour certaines communautés autochtones et paysannes, les projets d'infrastructure du 4T ne représentent que la destruction et la mort, comme le Train Maya et le Corridor Interocéanique, en plus de l'autorisation continue de projets extractifs. Dans un contexte où l'ingouvernabilité de nombreux territoires, en raison du contrôle du crime organisé, entraîne la facilitation des projets d'infrastructure et intimide les communautés, c'est ici que la situation des défenseur·e·s du territoire devient très vulnérable.

Appui aux mouvements sociaux:

Réseau mexicain de personnes affectées par l'industrie minière (REMA)

Nous soutenons leurs initiatives de prévention contre les projets miniers et, avec eux, une analyse de cas de la situation minière au Mexique et en Amérique latine est réalisée régulièrement.

Otros mundos Chiapas

Depuis son assassinat en 2009, le CDHAL appuie les actions de dénonciations et de recherche de justice pour le défenseur environnemental Mariano Abarca. Estimant que le soutien inconditionnel de l'Ambassade canadienne à Blackfire mettait Mariano en plus grand danger, sa famille a déposé une plainte en 2018 en vertu de la loi visant à répondre aux abus de la fonction publique canadienne. Le commissaire à l'intégrité du service public, dont la responsabilité est d'examiner les plaintes reçues et d'assurer la confiance dans le service public, s'est vu offrir près de 1000 pages de preuves provenant d'une demande d'accès à l'information, documentant les actions de l'ambassade. Le commissaire a refusé d'accepter, et encore moins de lire les preuves, et a décidé de ne pas ouvrir d'enquête de toute façon.

En février 2022, la Cour d'appel fédérale a confirmé la décision du commissaire, en grande partie pour une simple question de forme. Selon les juges, étant donné que les preuves ont été citées sur la base de l'accès à l'information dans les notes de bas de page et qu'elles n'ont pas été physiquement remises au commissaire, ce dernier n'était pas tenu de les lire. Deuxièmement, en utilisant une logique similaire, la Cour a refusé de considérer les arguments des trois intervenants dans l'affaire, y compris ceux relatifs aux obligations internationales du Canada en matière de droits de la personne et à l'importance pour le commissaire d'être un bureau accessible au public, parce que ces arguments n'ont pas été présentés au commissaire à l'origine.

Depuis plusieurs années, le CDHAL contribue avec une somme solidaire au Prix de la défense de l'environnement au Chiapas. Le 27 novembre 2021, nous avons participé à l'événement soulignant le 12ème anniversaire de l'assassinat de Mariano Abarca Roblero, où la société civile Las Abejas de Acteal a reçu le prix de la défense de l'environnement au Chiapas Mariano Abarca 2021.

Observatoire des conflits miniers à Zacatecas

Le CDHAL a rédigé des communiqués et des lettres pour la sécurité de l'activiste Grecia Rodríguez Navarro de l'Observatoire des conflits miniers de Zacatecas, qui reçoit des menaces de mort constantes depuis la fin de l'année dernière. Comme Grecia, d'autres militant·e·s et chercheur·e·s qui défendent le territoire ont été harcelé·e·s et menacé·e·s en raison de leurs enquêtes sur l'exploitation du lithium au Mexique.

Asamblea en defensa del territorio de comuneros del Itsmo de Oaxaca

Nous préparons actuellement un forum pour l'automne prochain avec Stop-EDF et l'Assemblée de l'Isthme de Oaxaca, sur le thème « Droits territoriaux et projets d'infrastructure au Mexique ».

ARGENTINE

Les mobilisations qui ont visé l'Argentine portent sur la défense du territoire contre les entreprises minières, principalement dans les provinces de Chubut et Cajamarca. Les mouvements de résistance parlent des facilités et de la protection que les gouvernements provinciaux et fédéral accordent aux compagnies minières de capitaux étrangers. Ils ont appelé cette conspiration la dictature minière.

Appui à l'Asamblea Algarrobo

Début mai, la communauté de Las Choyas, dans la municipalité d'Andalgalá, a une nouvelle fois fait l'objet d'une répression de la part de la police provinciale pour expulser les personnes qui maintenaient un campement pacifique à l'entrée du projet minier d'Agua Rica. Un soutien à l'Assemblée d'Algarrobo a été effectué à travers les communiqués et la lettre de soutien pour que la CIDH accepte le cas.

HONDURAS

Guapinol Resiste

Nous soutenons la libération des défenseurs de la rivière Guapinol qui, après 18 mois, ont été libérés en mars de cette année.

Conseil civique des organisations populaires et autochtones du Honduras (COPINH)

Nous continuons à soutenir les initiatives en faveur de la justice pour Berta Cáceres.

Liste des actions urgentes, communiqués, déclarations et lettres signées

JUIN 2021

Lettre du CDHAL aux actionnaires de Dollarama, demandant de voter en faveur de la motion du British Columbia Government and Service Employees' Union (BCGEU) traitant des risques d'atteintes aux droits humains associées à l'utilisation d'agences de placement temporaire par Dollarama pour l'embauche et la formation d'une main-d'œuvre migrante, notamment des demandeur·e·s d'asile et des travailleurs·euses sans papiers.

Lettre ouverte au Tribunal de Sentencio de Trujillo demandant de garantir la transparence et la diffusion du procès entourant l'affaire Guapinol et ainsi éviter l'administration de la justice à huis clos, sans examen ni observation du public. Le procès concerne la poursuite et la détention arbitraire prolongée de huit défenseurs de l'environnement du Comité de Bienes Públicos de Tocoa au Honduras.

Pétition « Canadian civil society calls for justice for Berta Cáceres in Honduras » du COPINH, exigeant un accès complet à la vérité et à la justice dans le cadre de l'assassinat de Berta Cáceres, défenseure des droits des Autochtones contre le projet hydroélectrique Agua Zarca de l'entreprise Desarrollos Energéticos (DESA). Notamment, il est demandé de garantir le respect des normes de procédure et l'indépendance de la justice dans le procès de David Castillo, ancien directeur général de DESA, accusé d'être coauteur du meurtre.

Lettre ouverte qui rejette la mise en œuvre de la loi révisée sur les ONG et qui demande à la Cour constitutionnelle du Guatemala de reconsidérer la constitutionnalité de cette loi et de la suspendre. La lettre stipule que les amendements à la loi visent à réduire au silence toute critique ou action publique susceptible de menacer le pouvoir de l'État

JUILLET 2021

Lettre au premier ministre canadien, Justin Trudeau, lui demandant de reconnaître publiquement la validité de l'élection présidentielle au Pérou et d'appeler au respect de ses résultats ainsi qu'à la passation de pouvoir à Pedro Castillo du parti Perú Libre, élu démocratiquement. L'Ambassade canadienne a finalement reconnu les résultats démocratiques qui donnent victoire à Castillo.

Signature de la lettre ouverte s'opposant à la subvention continue de l'industrie des combustibles fossiles par la promotion du captage et du stockage du carbone, adressée au Congrès américain et au Parlement canadien.

AOÛT 2021

Signature d'une lettre ouverte en appui au peuple Shuar Arutam, envoyée à l'Ambassade du Canada en Équateur pour demander une action en réponse aux menaces et à la violence contre Josefina Tunki et les défenseur·e·s des droits humains et de la nature dans les concessions minières canadiennes. Plus de 130 organisations dans 18 pays ont joint leur voix à la cause.

Signature de la lettre ouverte promue par l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT) demandant la libération des 8 défenseurs de l'eau de Guapinol et du secteur San Pedro au Honduras après 2 ans de détention arbitraire.

SEPTEMBRE 2021

Adhésion et diffusion de l'action urgente d'Amnistie internationale adressée aux autorités du Honduras, demandant que le processus judiciaire contre le défenseur Edwin Espinal respecte les garanties procédurales. Plus de 9 000 personnes au Canada ont signé l'action urgente. Edwin Espinal a finalement été acquitté.

Le CDHAL endosse la déclaration de Dam Watch International (DWI) contre les affirmations de la Déclaration de San José sur l'hydroélectricité durable, présentées lors du Congrès mondial de l'hydroélectricité 2021 organisé par le Costa Rica

OCTOBRE 2021

Déclaration de solidarité avec les communautés de Monte Plata qui résistent aux activités d'expansion de la mine d'or Pueblo Viejo de Barrick Gold en République Dominicaine.

NOVEMBRE 2021

Diffusion du communiqué de la Red Mexicana de Afectadxs por la Minería (REMA) en soutien à la famille de Mariano Abarca et des organisations et allié·e·s mexicain·e·s et canadien·ne·s qui se sont présentés devant la Cour d'appel fédérale du Canada le 8 novembre 2021 pour demander une enquête sur la responsabilité de l'Ambassade canadienne au Mexique dans l'assassinat de Mariano Abarca.

Liste des actions urgentes, communiqués, déclarations et lettres signées (suite)

25 organisations internationales, dont le CDHAL, condamnent l'état de siège et la répression brutale de la résistance pacifique des communautés Maya Q'eqchi face au projet minier Fénix à El Estor, Izabal

DÉCEMBRE 2021

Lettre signée en solidarité aux mouvements sociaux de la province de Chubut qui résistent depuis des années contre un projet de loi qui permettrait l'exploitation minière dans la région.

JANVIER 2022

Dénonciation du rôle de l'État et des entreprises minières par rapport aux inondations au Brésil.

Diffusion de la campagne du Movimentodos Atingidos por Barragens-MAB pour collecter des fonds pour soutenir les familles touchées par la rupture des barrages de déchets toxiques de l'entreprise minière Vale dans la municipalité de Brumadinho, Brésil.

Diffusion et signature de la déclaration en faveur d'une justice indépendante, face au recul accéléré de l'État de droit au Guatemala.

Diffusion de la campagne #Notrelutteestpourlavie pour déployer toute notre solidarité avec les communautés zapatistes et à exiger l'arrêt de la guerre dans la communauté de Nuevo San Gregorio et dans d'autres communautés en résistance et en rébellion. Campagne appuyée par 37 organisations internationales.

Justice pour le meurtre de Melvin Geovany Mejía Rodríguez et lettre au gouvernement fédéral du Honduras.

FÉVRIER 2022

Lettre de dénonciation des menaces auxquelles font face la défenseure du territoire Grecia Rodriguez Navarro et appui de sa lutte, Mexique.

Partage de la campagne de financement afin de venir en aide aux familles affectées par les inondations au Brésil.

Rédaction d'un communiqué et collecte de signatures pour la condamnation du meurtre des leaders paysans Teófilo Acuña et Jorge Alberto Tafur, du département colombien du Cesar, Colombie.

MARS 2022

Action globale et hommage à Berta Cáceres, Honduras

Signature du communiqué de Todxs por Guatemala condamnant l'impunité dans le cas de l'incendie de la maison sûre « Hogar Seguro Virgen de la Asunción » au Guatemala

Signature et diffusion du communiqué célébrant les 10 ans de lutte et de résistance pour la défense de l'eau, de la vie, de la santé communautaire et contre l'exploitation minière et le projet minier Progreso VII Derivada de la compagnie minière américaine Kappes, Cassiday & Associates (KCA). 52 organismes dans sept pays ont ajouté leur appui au Guatemala.

Rédaction d'une lettre envoyée par courrier à la direction de l'entreprise Aura Minerals et au ministère des affaires étrangères du Canada (Mélanie Joly), pour le Honduras.

Signature d'un communiqué dénonçant les crimes environnementaux commis par la minière canadienne Equinox-Gold au Brésil.

AVRIL 2022

Pétition adressée aux autorités, demandant de garantir la sécurité et d'arrêter les attaques contre ceux et celles qui défendent la terre contre les projets qui affectent les communautés et d'enquêter sur les responsables de l'agression de deux défenseur·e·s du territoire à Juan C. Bonilla, à Puebla, Mexique.

MAI 2022

Pétition exigeant à la société minière canadienne Equinox Gold de restaurer l'eau potable de la communauté d'Aurizona au Brésil.

Pétition présentée à la CIDH pour demander des mesures de protection pour les membres de la communauté d'Andalgalá, en Argentine.

Pétition pour arrêter les actions violentes contre la communauté zapatiste de Nuevo San Gregorio, Mexique.

Éducation à la citoyenneté mondiale

À travers la réalisation de projets d'éducation populaire en étroite collaboration avec une diversité de partenaires et par le biais d'activités publiques de sensibilisation, notamment des conférences, débats, ateliers, rassemblements et tournées d'allié·e·s d'Amérique latine, le CDHAL vise à développer une meilleure compréhension des causes structurelles des rapports de pouvoir qui créent des injustices et des inégalités. Nous invitons nos publics à poser des actions de solidarité en réciprocité avec les personnes et les communautés affectées par le modèle économique extractif, par le patriarcat et le colonialisme.

Nous avons obtenu un financement triennal du programme Nouveau Québec sans frontières (NQSF) du ministère des Relations internationales et de la Francophonie (MRIF), assurant la réalisation de la mission du CDHAL en éducation à la citoyenneté mondiale.

Projet d'éducation populaire « Causes structurelles des migrations et pouvoir d'action des travailleuses et travailleurs migrant·e·s »

Grâce au financement de la Fondation Béati, le CDHAL en étroite collaboration avec le Centre des travailleurs et travailleuses immigrants (CTI) a pu poursuivre et finaliser le projet visant à :

» contribuer au pouvoir d'action des travailleuses et des travailleurs migrant-e-s et à leur capacité à défendre leurs droits par rapport à leurs conditions de travail au Québec, ainsi qu'aux conditions de vie qui les poussent à quitter leur pays;

» favoriser une prise de conscience concernant les impacts des politiques extractivistes et néolibérales sur les mouvements migratoires à partir des vécus de personnes directement affectées;

» favoriser l'intégration d'analyses décoloniales et féministes dans les discours sur les migrations.

Le CDHAL et le CTI ont organisé une série d'ateliers avec des travailleuses et travailleurs étrangers agricoles provenant du Mexique et de l'Amérique centrale. Ce qu'ils et elles ont partagé sur leur parcours migratoire, notamment sur leurs conditions de vie et de travail ainsi que leur lutte pour la défense de leurs droits au Canada a été la base d'une série de deux vidéos en français et en espagnol « Ils exploitent nos terres, l'eau et nos mains : un regard sur la situation des travailleuses et travailleurs étrangers temporaires agricoles au Canada ». Les vidéos seront lancées au cours des prochains mois.

Cette année cinq stagiaires se sont impliqué·e·s dans le projet et ont participé aux différentes étapes du processus de conception et de production du contenu audiovisuel des vidéos :

» Compilation et sélection des ressources audiovisuelles

» Compilation d'archives de presse concernant la situation des travailleurs·euses étrangers agricoles

» Transcription et traduction des témoignages

» Sélection des extraits de témoignage qui seront présents dans les vidéos et édition des audios

» Édition audio des extraits de témoignages sélectionnés

» Rédaction de la narration des vidéos

» Montage audiovisuel

» Systématisation des ressources utilisées ainsi que les crédits des vidéos (archives, musique, photos, vidéos libres de droits, collaborateurs·trices, etc.)

Un autre aspect est la visibilité de la situation des travailleurs·euses temporaires agricoles dans l'opinion publique. La pandémie a révélé le caractère essentiel de leur travail, ainsi que leurs conditions de vie et de travail. Nous avons donc pu intéresser davantage le public à travers nos propres publications et avons pu bénéficier de matériel de diffusion qui était disponible dans les médias. Nous avons produit le matériel suivant :

» Article publié dans le Devoir « Les droits bafoués des travailleurs agricoles étrangers », en ligne : https://www.ledevoir.com/opinion/idees/604085/immigration-les-droits-bafoues-des-travailleurs-agricoles-etrangers (25 mai 2021)

» Balado « Canada : un travailleur essentiel risque la déportation » en français et en espagnol (30 septembre 2021)

» Balado « Les travailleuses migrantes au Canada exigent le droit de dénoncer le harcèlement au travail » en français et en espagnol. Ce balado a été réalisé dans le cadre du rassemblement organisé par le Comité de femmes de l'Association des travailleurs·euses temporaires d'agences de placement (ATTAP) (25 octobre 2021).

» Balado produit en français dans le cadre de la promotion (décembre 2021) premier numéro du volume 35 de la revue Caminando intitulé « Brisons le silence en temps de pandémie ». Le balado porte sur l'article « Le travail agricole saisonnier en temps de pandémie de COVID-19 au Canada » rédigé dans le cadre du projet par des membres du CDHAL et du CTI.

Appui aux luttes pour la défense des droits des personnes migrantes :

Nous avons été invitées à prendre la parole lors de mobilisations en appui aux revendications de personnes migrantes afin de rendre visible nos analyses sur les causes structurelles des migrations :

» Accompagnement du CTI à l'aéroport Pierre Elliot Trudeau pour accueillir des travailleurs agricoles et leur distribuer un dépliant et des informations sur leurs droits et les ressources disponibles au Québec. Le CTI visait particulièrement à atteindre des femmes travailleuses (entre mars et juillet 2021)

» Manifestation « Un statut pour toutes et tous », Ottawa (25 juillet 2021)

» Tournée de soccer antiraciste à Kamouraska organisée par des organisateurs·trices communautaires en région du CTI (août 2021)

» Assemblée générale du CTI (3 novembre 2021)

» Rassemblement organisé par le Comité de femmes de l'Association des travailleurs·euses temporaires d'agences de placement (ATTAP), Québec (25 octobre 2021)

» Vigile et conférence de presse « Freinons la déportation de Mamadou Konaté », Montréal (3 novembre 2021)

» Manifestation en soutien à la famille Rodriguez-Flores (23 avril 2022)

Publication sur l'industrie minière canadienne

Le CDHAL, conjointement avec d'autres organisations, porte depuis le début de l'année 2021 le projet de concevoir une nouvelle publication à partir de la mise à jour et la bonification du document intitulé Mythes et réalités de l'industrie minière canadienne. Cette publication a pour but de dénoncer les violations de droits humains perpétrées par les entreprises minières canadiennes en Amérique latine.

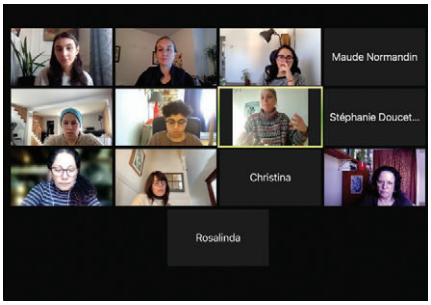
L'Amérique latine est une région du monde particulièrement touchée par les activités minières canadiennes. Contrairement au discours de l'État canadien, les opérations de ces entreprises sont liées à un grand nombre de violations de droits humains et un contexte d'impunité règne autour de ces activités minières. Cette violence est d'autant plus importante que de nombreux cas ne sont pas répertoriés. Les communautés affectées font face à de graves problèmes dès lors que s'installent les compagnies minières sur leur territoire : pollution environnementale, assèchement des sources d'eau, contamination aux métaux lourds, problèmes de santé, militarisation, augmentation de la violence contre les filles et les femmes, atteintes au droit à l'autodétermination et au droit à la vie. En effet, l'Amérique latine est l'endroit le plus dangereux du globe pour défendre les droits humains et l'environnement. En 2020, Global Witness a recensé que le 3/4 des 227 meurtres de défenseur·e·s des territoires ont eu lieu en Amérique latine.

Nous avons à cœur de mener ce projet de publication suivant un processus collectif et collaboratif de réflexion sur les impacts du modèle extractif canadien en Amérique latine. Différents espaces de collaboration et d'échange ont été créés. Au cours de l'hiver 2022, nous avons organisé des tables de discussion en ligne regroupant plusieurs organisations alliées en Amérique latine dans le but d'échanger sur les expériences de résistance et de mobilisation face à l'industrie minière. La première s'est tenue le 26 mars et portait sur le soutien de l'État canadien à cette industrie, le droit au consentement et les obstacles rencontrés par les organisations et les mouvements sociaux pour obtenir justice et réparation. La seconde s'est tenue le 8 avril et a regroupé plusieurs femmes défenseures du territoire qui ont échangé sur les impacts socio-genrés des activités minières, les risques qu'elles encourent lorsqu'elles se mobilisent et les raisons pour lesquelles elles continuent de militer.

Afin de donner à cette publication une portée sociale et éducative qui soit la plus utile aux organisations, nous avons mis en place un processus afin de prendre en commun les décisions sur le contenu, la forme et le message transmis par cette publication. Nous avons donc invité plusieurs organisations latinoaméricaines actives dans la défense des territoires à participer au comité éditorial de la publication : Consejo del Pueblo Maya (Guatemala), Rights Action (Guatemala), Observatorio de Conflictos Mineros de Zacatecas (Mexique), Cooperacción (Pérou), Asamblea El Algarrobo (Argentine), Paz con dignidad (Colombie), Movimento dos Atingidos por Barragens (Brésil).

Collaborent également à ce projet MiningWatch Canada, le Projet accompagnement solidarité Colombie (PASC), le Projet accompagnement Québec-Guatemala (PAQG), le Réseau canadien sur la reddition de comptes des entreprises (RCRCE) et le Centre de recherche en éducation et formation relatives à l'environnement (Centr'ERE). Ce processus de co-construction de la publication vise ainsi à créer et à renforcer des liens réciproques avec les organisations et mouvements alliés au Québec et en Amérique latine.

Deux partenariats ont aussi été mis en place et ont permis d'impliquer plusieurs personnes étudiantes dans le projet : l'un



avec le Service aux collectivités de l'UQAM (SAC) et l'autre avec la Clinique de défense des droits humains de l'UQAM (CIDDHU).

Le partenariat avec le Service aux collectivités de l'UQAM (SAC), un service au sein de l'université qui fait le pont entre les professeur·e·s et les organismes du milieu communautaire, s'est déroulé au cours de l'automne 2021. Nous avons pris part à un projet-pilote dans lequel nous avons fait appel aux expertises étudiantes de différentes disciplines des sciences sociales. Le projet de publication a été présenté dans cinq cours de niveau de 2e cycle universitaire, ce qui a permis de faire connaître le CDHAL et le projet de publication. Différentes disciplines ont été mises à contribution : la sociologie, le droit, le droit international et les relations

internationales. La collaboration avec le SAC a aussi permis l'emploi d'une auxiliaire en soutien à la recherche pendant 10 semaines. Ce partenariat s'est conclu avec une table-ronde étudiante organisée à l'UQAM le 10 décembre 2021 intitulée « Les réalités de l'industrie minière canadienne en Amérique latine ». Les étudiant·e·s ont présenté leurs travaux qui ont porté sur l'appui de l'État canadien au secteur extractif ainsi que sur les résistances des peuples autochtones face à l'industrie minière. Les participant·e·s ont pu échanger en compagnie des membres du CDHAL sur le contexte des violations de droits humains liées à l'extraction minière en Amérique latine.

Un autre partenariat a été développé avec la Clinique internationale de défense des droits humains de l'UQAM (CIDDHU). La CIDDHU forme et supervise des équipes de travail étudiante qui offrent un soutien juridique gratuit aux défenseur·e·s de droits humains à travers le monde. Cette première collaboration du CDHAL avec la CIDDHU a été un succès et s'est poursuivie pour un autre mandat à l'hiver 2022.

Enfin, le projet de publication a créé deux opportunités pour le CDHAL de présenter des ateliers-conférences dans des cours en sciences de l'environnement à l'UQAM, respectivement en juin 2021 et en février 2022. Les ateliers ont été axés sur les approches critiques aux enjeux de développement dans le modèle extractif minier.

C'est ainsi qu'à travers ce processus de publication, nous visons à appuyer les luttes de défense du territoire menées par

les mouvements sociaux, à dénoncer la responsabilité du Canada face aux violations systématiques des droits humains et à sensibiliser le public sur les conséquences de l'industrie minière canadienne en Amérique latine. La publication s'adressera donc à un large public ainsi qu'aux mouvements et organismes en lutte pour la défense de la vie et des territoires en Amérique latine et au Canada.

Dans une perspective décoloniale et en respect avec les cosmovisions des différentes communautés autochtones et

traditionnelles, le terme « mythe » sera modifié dans la nouvelle version de la publication. Il a été porté à notre attention par une personne alliée au Brésil que le mot mythe ne suscitait pas un mensonge pour les peuples autochtones, mais plutôt une chose sacrée liée à leur spiritualité.

Afin de distribuer largement cette publication, un comité sera mis en place pour la traduction de la publication dans quatre langues : français, espagnol, anglais et portugais.

Webinaire « Résistance à l'extractivisme minier en Amérique latine et au Canada : une vision globale » (30 mai 2022)

Dans le cadre du Forum social mondial 2022, le CDHAL a co-organisé une activité portant sur les résistances à l'extractivisme minier en Amérique latine et au Canada. Des représentant·e·s de collectivités du Mexique, du Pérou et du Québec qui luttent contre des projets extractivistes ont participé à cette rencontre, aux côtés d'organisations canadiennes qui accompagnent ces processus de défense du territoire et dénoncent la violation systématique des droits humains par les entreprises minières. Les organisations ayant participé à la préparation de l'activité sont le Centre international de solidarité ouvrière, MiningWatch Canada, le Projet Accompagnement Québec-Guatemala, le Réseau mexicain des personnes affectées par l'industrie minière, Derechos Humanos y Medio Ambiente.

Avec l'équipe des actions urgentes, nous avons produit le balado : Le modèle extractif canadien / El modelo extractivo canadiense (28 avril 2022)

Nous tenons à remercier chaleureusement la Congrégation Notre-Dame, la Caisse d'économie solidaire Desjardins, le Comité UQAM Amérique Latine (CUAL) et

l'Association facultaire des étudiant·e·s en sciences humaines de l'UQAM (AFESH) pour leur soutien financier.

Représentation du CDHAL lors d'ateliers et conférences

Au cours de l'année, le CDHAL a été invité à quelques reprises à présenter nos analyses et le fruit de notre travail dans le cadre de cours, de conférences et d'ateliers. Il s'agit d'espaces privilégiés pour la sensibilisation, l'engagement et la mobilisation du public. Nous avons participé notamment aux activités suivantes :

» Présentation sur les politiques corporatives canadiennes en Amérique latine dans le cadre de la conférence « Synergies Continentales à l'heure des défis mondiaux » (29 juin 2021)

» Présentation lors de la conférence internationale sur les pratiques d'éducation à la citoyenneté mondiale/solidarité internationale (ECM/ECSI) dans différents pays (16 novembre 2021)

» Présentation lors de l'événement Monseigneur Romero, organisé par le CAPMO (24 mars 2022)

» Animation et présentation d'une conférence-atelier « Industrie minière canadienne et droits humains en Amérique latine » dans le cadre du cours Opti-Monde au cégep du Vieux-Montréal (14 avril 2022)

» Communication « Résistance des femmes défenseures des territoires dans le contexte de pandémie » au 20e colloque annuel du CIÉRA, « Entre décolonisation et autochtonisation : comment penser un monde plus juste? » (3 mai 2022)

» Deux présentations dans le cadre de la Conférence pancanadienne « La paix : au-delà de l'absence de guerre » (17 au 19 mai 2022)

Baladodiffusion

La baladodiffusion pour l'éducation aux droits humains : un média alternatif

La baladodiffusion est la démocratisation de la production audio, hors des cadres, normes et lignes éditoriales des stations de radio (les balados permettent à tout le monde de produire du contenu et de le diffuser) Surtout, la liberté pour l'audience d'écouter le contenu que l'intéressé, au moment qui lui convient, sur l'appareil de son choix.

Les podcasts permettent de partager des faits d'actualité avec des extraits d'échanges avec des allié·e·s, ils permettent de développer un regard critique sur la situation. Pour le CDHAL la baladodiffusion c'est diversifier nos façons de communiquer et faire connaître des perspectives engagées, féministes et décoloniales ainsi que des expériences de mobilisation pour la défense des territoires et une transition énergétique à travers les Amériques. Nous cherchons à produire des nouvelles sur l'Amérique latine en différents formats afin d'atteindre des publics différents.

La baladodiffusion est un médium radiophonique qui a une portée très large. Nous réalisons des balados en français et en espagnol, et rejoignons un public de pays hispanophones et francophones. Le principal partenaire de diffusion de nos balados mensuels d'actualité en espagnol est l'Association latino-americaine d'éducation radiophonique (ALER), un réseau de radios et d'organismes communautaires en Amérique latine. Nous diffusons nos balados à travers nos médias sociaux et notre bulletin mensuel Solidared, et parfois des programmes de radio auxquels nous participons. La baladodiffusion permet de donner un caractère pérenne; les balados sont diffusés sur toutes les plateformes de communication dont nous disposons, ainsi qu'auprès de nos partenaires tant au Québec qu'en Amérique latine pour atteindre un public plus large. Cette année, nous avons ajouté la plateforme Spotify en plus de Soundcloud.

La responsable des actions urgentes a été invitée à donner un atelier, d'une série de rencontres, sur la baladodiffusion et le programme Audacity à l'Associação das Mulheres Guerreiras Indígenas de Rondônia (Association des femmes guerrière de Rondônia - AGIR) du Brésil (18-19 novembre 2021).

Projet de baladodiffusion « Femmes défenseures des territoires en temps de pandémie : luttes et initiatives de transition »

Pour l'élaboration de la série « Femmes défenseures des territoires en temps de pandémie : luttes et initiatives de transition », des témoignages ont été recueillis auprès de 2 femmes leadeuses de leur territoire dans le continent d'Abya Yala (Amériques).

Dans le premier épisode « Le peuple ne se rendra pas! Femmes défenseures des territoires en temps de pandémie », Miyela Riascos, leadeuse sociale colombienne (Buenaventura, côté Pacifique) témoigne de la lutte des femmes comme faisant partie de la recherche de la mémoire collective, de la justice et de la paix.

Dans le deuxième épisode, « Le matriarcat répond à l'appel d'Anishinabe Odinewin : un entretien avec Shannon Chief », nous nous entretenons avec une cheffe autochtone du clan du loup, (Turtle Island/ Canada), une défenseure de la terre et porteuse de la culture du clan du loup Anishinaabe. Au cours de notre conversation, elle a réfléchi aux nombreux rôles qu'elle a joués en tant que femme leadeuse dans sa communauté et elle a souligné l'influence des femmes aînées qui sont ses guides et ses piliers. L'esprit qu'elle invoque a imprégné toute la discussion.

Ce projet a été réalisé avec le soutien financier du Fonds d'aide au développement du milieu de la Caisse d'économie solidaire Desjardins, de l'Association facultaire étudiante des sciences humaines de l'UQAM (AFESH-UQAM) et de l'Association facultaire étudiante des arts de l'UQAM (AFEA-UQAM).

Caminando

Un outil essentiel d'éducation populaire

Caminando, la revue publiée par le CDHAL, est un outil d'éducation populaire rejoignant des auteurs·trices, poètes, illustrateurs·trices, ainsi que les membres des comités d'édition, de traduction et de révision, qui participent à un processus collectif favorisant une réflexion critique sur les divers enjeux qui y sont présentés. Ainsi, le processus de conception, de coordination, de rédaction et de publication de Caminando est conçu de manière à offrir un espace de formation et de conscientisation aux personnes qui participent aux différentes étapes de production. Caminando continue à se construire comme un espace d'apprentissage continu, afin de pouvoir renforcer nos capacités individuelles et collectives à travailler en équipe et à participer à la réalisation d'une publication.

Dans un monde où le monopole des grands médias prévaut, ainsi que la désinformation présente sur le Web, nous croyons que rendre accessible de l'information alternative sur les droits des défenseur·e·s du territoire et sur les enjeux auxquels ils et elles font face à travers les Amériques et qui ont été exacerbés en contexte de pandémie, est un excellent moyen de favoriser, autant chez le public que chez les personnes collaboratrices, la réflexion et l'analyse critique.

La revue continue d'exister grâce à l'apport solidaire et l'engagement bénévole des nombreuses personnes qui contribuent à la rédaction, à l'illustration, à la traduction, à la révision et à l'édition de son contenu.

Le soutien financier de la Société des Missions-Étrangères nous a permis encore cette année de poursuivre la production et le développement de la revue. L'Association facultaire étudiante des arts (AFÉA) de l'UQAM, l'Association étudiante du Cégep Saint-Laurent (AECSL), le Syndicat Étudiant du Cégep Marie-Victorin, le Conseil central du Montréal métropolitain de la CSN, la Fédération nationale des enseignantes et enseignants du Québec (FNEEQ) et les Presses de l'Université de Montréal ont également appuyé la production de Caminando.

Caminando, vol. 35, no. 2 (octobre 2021)

En octobre 2021, le CDHAL a publié le deuxième numéro du volume 35 portant sur les luttes des femmes pour le territoire en temps de pandémie. Cette édition de la revue Caminando donnent la parole aux femmes, touchées par la situation sanitaire causée par la COVID-19. Des femmes défenseures et protectrices de la vie, de l'eau, de la nature, des communautés et des territoires prennent la parole et racontent les multiples visages de leurs luttes. Exclusion, marginalisation, criminalisation, stigmatisation et violences genrées sont quelques-uns des synonymes qu'elles collent à ce que nous appelons « pandémie ».

Pour ce numéro, une équipe composée de plus d'une vingtaine de personnes a contribué à l'édition, la traduction et la révision des articles. Des stagiaires et les membres de l'équipe des actions urgentes ont particulièrement été impliqué·e·s dans la réalisation d'articles basés sur des entrevues avec des femmes leadeuses défenseures des territoires. La couverture a été réalisée par Leplesh.

L'équipe de Caminando a participé à un lancement collectif organisé par la SODEP le 23 novembre 2021 dans le cadre du Salon du livre de Montréal aux côtés de quatre autres revues membres de la SODEP. L'événement qui a réuni des personnes de divers horizons a permis de faire connaître la revue à un nouveau public.

23 articles

Plus de 40 auteurs·trices

24 personnes participantes aux comités

13 personnes illustratrices

Une équipe de 7 personnes pour le développement

Caminando, vol. 36, no. 1 (mai 2022)

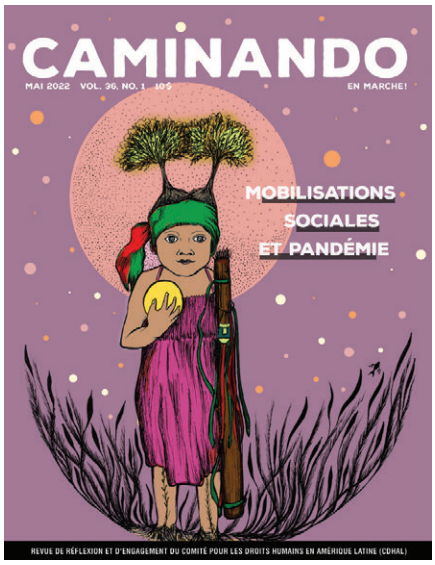
Le CDHAL a publié le premier numéro du volume 36 en mai 2022 portant sur les mobilisations sociales et la pandémie. Dans ce numéro, de nombreuses voix, porteuses d'espoir en ces temps incertains, se rejoignent des quatre coins du continent. Elles témoignent de la résistance, de la créativité et de la solidarité nécessaires à la construction d'alternatives face au capitalisme destructeur et à l'extractivisme qui s'accentuent malgré un contexte de pandémie mondiale.

Ce numéro a mobilisé une équipe de près d'une vingtaine de personnes qui ont collaboré aux diverses étapes du processus éditorial, de traduction et révision. Des illustrateurs·trices ont également participé à ce numéro, dont la couverture a été réalisée par Liana Perez. Cette édition de Caminando a été lancée lors de notre Assemblée générale annuelle, le 16 juin 2022, en collaboration avec le Comité UQAM Amérique latine (CUAL-UQAM).

Développement de la Revue

Encore cette année, le CDHAL a poursuivi ses efforts de développement de la revue Caminando. Grâce à notre participation au sein de la Société de développement des périodiques culturels québécois (SODEP), nous avons participé au Salon du livre de Montréal en novembre 2021, au Salon du livre de Trois-Rivières en mars 2022, ainsi qu'au Salon international du livre de Québec en avril 2022. En septembre 2021, nous avons aussi diffusé le poème « Temps de porcelaine » de Joëlle Gauvin-Racine (Caminando, vol. 35, no. 1) dans l'espace SODEP sur la plateforme numérique La Fabrique culturelle de Télé-Québec.

Caminando est également vendue dans quatre librairies, soit Zone libre, la Livrerie, l'Euguélionne et la Coop UQAM, en plus d'être disponible pour consultation dans cinq bibliothèques municipales et collégiales à Montréal et les environs, ainsi qu'en Abitibi-Témiscamingue.



Finalement, nous avons aussi lancé un système d'abonnement en janvier 2022 qui nous permet de fidéliser nos lecteurs et lectrices et d'assurer un financement récurrent pour la production de la revue.

14 articles

Plus de 20 auteurs·trices

17 personnes participantes aux comités

5 personnes illustratrices

Une équipe de 6 personnes pour le développement

Communications

Communications externes

Le site Web www.cdhal.org est une référence importante sur le Web pour tout ce qui concerne les droits humains en Amérique latine. Il demeure un des principaux outils de communication utilisés par le CDHAL pour partager des nouvelles, des communiqués et des actions urgentes concernant l'Amérique latine, notamment en ce qui a trait aux violations des droits humains et environnementaux.

Le CDHAL continue de privilégier le réseau social Facebook pour ses communications externes quotidiennes. Au total, ce sont 6 500 personnes qui sont abonnées à notre page Facebook.

Outre Facebook et son site Web, le CDHAL envoie également deux bulletins d'information, le bulletin bimensuel Info CDHAL et Solidared qui est envoyé mensuellement, qui rejoignent près de 1 400 personnes.

Près de 2 500 visiteurs mensuels sur www.cdhal.org

6 500 abonné·e·s sur Facebook

850 abonné·e·s sur Twitter

Comité communication

Au cours de la dernière année, le comité communications du CDHAL, composé de membres de l'équipe et du conseil d'administration, s'est rencontré mensuellement tout au long de l'année pour réaliser un diagnostic des communications et établir les bases d'un plan stratégique de communications que nous souhaitons arrimer à la planification stratégique du CDHAL. Les rencontres du comité nous ont permis de discuter des différents outils de communications utilisés et pour s'outiller afin de s'adapter aux réalités changeantes de nouvelles technologies. Dans le cadre de ce processus, l'équipe a été accompagnée par la Coopérative de communication Molotov pour actualiser son utilisation de Facebook. L'appui de Communautique nous a permis d'embaucher une personne agente de communications qui a coordonné cette démarche.

Vie collective

La vie collective, marquée par la pandémie et le télétravail, a été bouleversée cette année par le départ de collègues, aux actions urgentes, en éducation du public et aux communications. De nouvelles personnes ont intégré l'équipe et des stagiaires et bénévoles se sont joint.e.s aux divers projets et volets de travail tout au long de l'année.

Le CDHAL a entrepris une démarche d'accompagnement externe visant la création d'un espace sécuritaire pour exprimer de grandes et difficiles questions qui sont en lien avec la dynamique organisationnelle, les conditions de travail, le processus décisionnel et l'horizontalité, le privilège blanc et le colonialisme en milieu communautaire, entre autres. Cet accompagnement a l'objectif de préparer le terrain à une réflexion stratégique sereine et mobilisante qui aura lieu l'automne prochain.

Nous avons tenu des rencontres d'équipe virtuelles toutes les deux semaines, ajoutant un point "wow" pour reconnaître et féliciter les bons coups des membres de l'équipe. Nous avons instauré des espaces non-formels et de réflexions collectives : café matinal et rencontres thématiques, entre autres sur la résilience organisationnelle et les conditions de travail dans le milieu communautaire.

Actuellement, le CDHAL compte 180 membres. Nous avons recruté une vingtaine de nouvelles personnes, entre autres à travers une campagne de recrutement de membres et de promotion de la revue Caminando en mai 2022 et une activité recrut-ami·e·s organisée par un stagiaire aux actions urgentes.

Les communautés d'apprentissages

Les communautés d'apprentissage se veulent un espace de coformation de l'équipe du CDHAL entre autres sur la construction d'analyses sur les conjonctures sociopolitiques des pays avec qui nous avons des liens de solidarité et sur le partage de compétences et de savoirs, entre autres, en communication, connaissances numériques. Cette année, l'épuisement des rencontres virtuelles a rendu difficile la tenue régulière de cet espace.

» Causerie sur le contexte d'élections politiques au Chili, tenues les 16 et 17 mai 2021. Un vent de changement semblait souffler au Chili par l'arrivée de plusieurs nouveaux et nouvelles leaders, femmes, jeunes, militant·e·s des mouvements sociaux, etc. Nous avons invité Ximena Cuadra, membre et collaboratrice du CDHAL pour mieux comprendre le contexte (3 juin 2021)

» Formations en baladodiffusion (21 juin et 19 octobre 2021)

» Mouvement Rios vivos (4 novembre 2021)

» Contexte socio-politique en Colombie (3 décembre)

Travail en réseau

Pour le CDHAL, le travail en réseau est primordial et nous permet d'avoir une plus grande portée de nos actions, notamment d'appui aux mouvements sociaux, d'éducation à la citoyenneté mondiale et de plaidoyer. Nous avons notamment suivi des dossiers importants à travers les réseaux suivants :

Association québécoise des organismes en coopération internationale (AQOCI)

» Participation au comité sur le lexique en solidarité internationale

» Participation au comité JQSI et co-organisation d'un événement : « Un projet de loi pour l'imputabilité des entreprises, le respect des droits humains et environnementaux », 23 novembre 2021

» Participation aux assemblées générales des membres, aux rencontres de consultation et de concertation Amérique latine et aux formations (éducation à la citoyenneté mondiale, justice économique)

Réseau canadien sur la reddition de compte des entreprises (RCRCE)

Le CDHAL a participé aux réunions concernant le dépôt d'un projet de loi pour la diligence raisonnable au Canada, dont le lancement était le 31 mai 2021, ainsi qu'au plaidoyer visant sa promotion et sa visibilité. Il a organisé des événements en collaboration avec le RCRCE.

Groupe d'orientation politique pour les Amériques (GOPA)

Le GOPA est un réseau national d'organisations de la société civile basées au Canada œuvrant pour les droits de la personne et la justice sociale et environnementale en Amérique latine et dans les Caraïbes. Il rassemble plus de vingt ONG internationales de solidarité internationale, des organisations de défense des droits humains, des syndicats, des groupes confessionnels et de solidarité, et des institutions de recherche.

La coordonnatrice du CDHAL est membre du comité directeur à titre de trésorière; a participé au comité d'embauche d'une coordonnatrice du réseau, a participé activement aux rencontres du groupe. Nous participons également aux sous-groupes de travail Colombie et Mésoamérique. À travers ce réseau, nous avons collaboré à faire circuler et signer des actions urgentes et des analyses et participer au plaidoyer auprès d'Affaires mondiales Canada et les ambassades canadiennes en Amérique latine.

Lors de la réunion des membres du GOPA en octobre 2021, l'équipe des actions urgentes du CDHAL a organisé un panel avec deux personnes alliées qui ont pu présenter les contextes de luttes dans leurs respectives pays : Kelli Mafort, du Mouvement Sans Terre du Brésil (MST), et Violeta Rabi, du collectif chilien Putaendo Resiste.

Commons Frontiers

En tant que groupe de travail multisectoriel d'organismes canadiens et de syndicats, Common Frontiers travaille sur des enjeux liés aux accords de libre-échange.

» Participation aux rencontres du groupe

» Co-organisation de la mission d'observation électorale en Colombie (22 mai au 1er juin 2022)

Dam Watch International

https://damwatchinternational.org/

Le CDHAL a participé au comité aviseur de ce réseau d'alliance internationale en évolution composé de communautés affectées par des barrages hydro-électriques, de chercheurs, d'activistes, d'artistes, de défenseur·e·s et d'organisations de justice sociale et environnementale. Il a également participé au sous-comité Amérique latine et au sous-comité Green washing.

Partenariat du Centre de recherche en éducation et formation relatives à l'environnement et à l'écocitoyenneté de l'UQAM (Centr'ERE)

Projet FORJE :

https://centrere.uqam.ca/projet-forje/

Projet de recherche-action « La co-construction de savoirs entre acteurs et actrices engagées sur la question énergétique : évaluation diagnostique et design pédagogique » avec des chercheures du Centre d'éducation et de formation relatives à l'environnement et à l'écocitoyenneté de l'UQAM et le Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE). Nous avons participé à des séminaires sur le projet, à la co-rédaction et diffusion du rapport de recherche, à la révision et diffusion de deux articles sur la recherche.

Recherche ResistAction

Ce projet se propose d'explorer les processus qui se forgent au sein des mouvements sociaux de résistance dans les contextes de conflit générés par l'implantation de projets extractifs (miniers, gaziers, pétroliers, forestiers).

» Séminaire Cartographie des conflits socio-écologiques pour une éducation relative à l'environnement socialement critique. Atelier de cartographie participative Québec-Chili (4 juin 2021)

» Animation et commentaires Séminaire Perspectives écoféministes de résistance à l'extractivisme (10 juin 2021)

» Séminaire Reconstruction des liens société-nature, écocitoyenneté et alternatives au modèle extractiviste (17 juin 2021)

Réseau de coordination des conseils - Recherche « Approches féministes, antiracistes et décoloniales en engagement du public »

Avec une prise de conscience, des discours et des efforts accrus autour de la lutte contre le racisme et en faveur de la décolonisation, cette recherche est un bon point de départ pour s'assurer que les engagements découlant de ce travail se traduisent par des actions concrètes qui, à leur tour, contribueront à des changements transformateurs. C'est l'occasion de prendre du recul, de réfléchir — au niveau individuel, organisationnel et sectoriel — et d'avoir des conversations honnêtes.

» Participation à une entrevue et aux groupes de discussion (octobre 2021 à mai 2022)

» Panéliste lors du webinaire « Repenser l'engagement du public : approches féministes, antiracistes et décoloniales » (24 mars 2022)

Le CDHAL a également participé à des rencontres du Réseau québécois des groupes écologistes (RQGE) et fait partie du Réseau œcuménique Justice, écologie et paix (ROJEP) et de la Campagne mondiale pour revendiquer la souveraineté des peuples, démanteler le pouvoir des sociétés transnationales et mettre fin à leur impunité.

États Financiers

Résultats et actif net
pour l'exercice terminé le 31 mars 2022

	2022	2021
PRODUITS		
Subventions	114 464	69 564
Subventions provinciales		
Nouveau Québec sans frontières	58 000	
Programme de soutien pour les organismes de coopération internationale	35 000	25 000
Projet : Cause structurelle des migrations	-	2 000
Emploi-Québec	14 027	800
Subventions fédérales (Emploi d'été Canada, subventions, Patrimoine Canadien)	7 437	41 764
Partenaires (Communautique, Fondations Béati, Congrégation Notre-Dame, Société des missions-étrangères, Fondation Solstice, Caisse d'économie solidaire, Inter Pares)	74 176	67 515
Dons	45 313	47 025
Dons syndicats	22 820	26 450
Autres dons	13 993	10 125
Communautés religieuses	8 500	10 450
Autofinancement	6 355	956
Cotisations des membres	590	390
Autres	81	172
	240 979	**185 622**
CHARGES		
Salaires et charges sociales	191 961	130 695
Appui mouvements sociaux	30 601	22 449
Honoraires professionnels	8150	18 819
Frais de bureau	3100	1611
Télécommunications	2391	779
Frais d'activités	2088	6811
Frais de cotisation	1091	915
Assurances	505	481
Réunion et formation	210	40
Frais bancaires	205	149
Frais de déplacement et de délégation	160	1364
Autres frais	-	596
	240 462	**184 709**
Excédent des produits sur les charges	517	913
Actif net début	23 810	22 897
Actif net à la fin	24 327	23 810

Bilan
au 31 mars 2022

	2022	2021
Actif		
ACTIF À COURT TERME		
Encaisse	34 435	80 111
Encaisse réservée (Levée de fonds solidaires)	3 596	4 513
Débiteurs	2 140	1 595
Subventions à recevoir	5 639	9 069
Frais payés d'avance	220	210
	46 030	**95 498**
Passif		
PASSIF À COURT TERME		
Créditeurs	15 807	17 925
Fonds solidaires	3 596	4 513
Apports reportés	2 300	49 250
	21 703	**71 688**
ACTIF NET		
Non affecté	24 327	23 810
	46 030	**95 498**

Équipe du CDHAL

Actions urgentes

Rosa Lima Peralta, Rosalinda Hidalgo, Maude Normandin-Bellefeuille, Romain Roche, Marie-Gabrielle Groleau, Mariana Lebrija, Kevin Martinez

Caminando

Roselyne Gagnon, Giulietta Di Mambro, Rosa Lima Peralta, Audrey-Ann Allen, Carla Christina Ayala Alcayaga, Marie-Eve Marleau, Thérèse Guay, Sara Ortiz, Ines Amigorena, Eva Mascolo-Fortin, Alexandra Parada, Martha Lucia Gomez

Baladodiffusion

Jessica Ramos

Communications

Sara Ortiz Ospina, Alejandra Bejarano

Coordination

Marie-Eve Marleau

Éducation du public

Carla Christina Ayala Alcayaga, Emmélia Blais-Dowdy, Audrey-Ann Allen, Annabelle Bricault, Victoria Bravo-Galdames, Juan Ulloa Duran, Simon Parent, Pamela Moya Carrera, Alexandre Maheux-Diaz, Fernanda Siguenza Vidal

Webmestre et infographie

Roselyne Gagnon

Autres collaboratrices et collaborateurs

Étienne Levac, Stéphanie Doucet-Campeau, Daniela Bea, Alexandre Beaudoin-Duquette, Caio Souza, Ronald Arias

Un merci spécial à nos interprètes et traducteurs·trices solidaires.

Conseil d'administration

Présidente

Thérèse Guay

Vice-présidente

Carolina Campos

Trésorier

Pierre Lemay

Secrétaire

Éva Mascolo-Fortin

Administratrices·teur

Felix Molina, Alexandra Parada, Rosalinda Hidalgo (jusqu'en décembre 2021)

Partenaires

Nous tenons à remercier chaleureusement tous nos partenaires financiers et nos collaboratrices·teurs qui rendent nos actions possibles :

AQOCI – Association québécoise des organismes de coopération internationale

Québec

Développement et Paix

MISSIONS ÉTRANGÈRES

CONGRÉGATION DE NOTRE-DAME

COMMUNAUtique

AFPC PSAC – Alliance de la Fonction publique du Canada / Public Service Alliance of Canada

CAISSE D'ÉCONOMIE SOLIDAIRE

CRC – Conférence religieuse canadienne / Canadian Religious Conference

fondation Béati

InterPares – mondialiser l'égalité

Gouvernement du Canada - Programme Emploi été Canada

Syndicat des métallos

SCFP – Syndicat canadien de la fonction publique

sodep – Société de développement des périodiques culturels québécois

fneeq CSN – Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec

Conseil central du Montréal métropolitain CSN

Fondation Solstice

CSN

Fonds de Claire Doran et Joe McInnis de la Fondation de l'Église Unie du Canada

APGOPA

Comité CUAL UQAM

secmv

Solidarité Laurentides Amérique Centrale SLAM

Réseau Koumbit

PASC

AFESH

KataSOHO

centrERE – Centre de recherche en éducation et formation relatives à l'environnement et à l'écocitoyenneté

MiningWatch Canada

DAM WATCH INTERNATIONAL

CTI – Centre des travailleurs et travailleuses immigrants

Projet accompagnement Québec-Guatemala

CISO – centre international de solidarité ouvrière

AFESH UQAM

ufa

centre Justice et foi

Réseau québécois des groupes écologistes

UQÀM Service aux collectivités – Université du Québec à Montréal

CANADA

AMNESTY INTERNATIONAL

Femmes de Diverses Origines

resistaction – savoirs conflits territoires extractivisme

FTQ

KAIROS Canada – faithful action for justice

CNCA RCRCE

Comité chileno por los derechos humanos Montreal, Canada

Certificat en coopération et solidarité internationale de l'Université de Montréal

Un statut pour toutes et tous – Status for all – Papeles para todas y todos

ROJEP

Common Frontiers Canada

ABONNEZ-VOUS À CAMINANDO

Rendez-vous au www.caminando.ca
et utilisez le code promotionnel ci-dessous
pour obtenir 15 % sur le prix de votre abonnement

caminando15

Comité pour les droits humains en Amérique latine | CDHAL
2534 rue Dandurand
Montréal (Québec) H1Y 1S1
514.257.1246 | info@cdhal.org
www.cdhal.org